

MODEL DE RAPPORT NARRATIF POUR LES BENEFICIAIRES DE SUBVENTIONS

1. RESUME ET RESULTATS DU PROJET

Veillez résumer ci-dessous les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs global et spécifiques mentionnés dans le document du projet.

Objectif global : **Renforcer le rôle sentinelle de la société civile et les médias pour la transparence publique et l'information des citoyens grâce à une plateforme numérique d'échange des données et d'informations dans la réponse à la COVID-19.**

Cet objectif global était poursuivi à travers l'atteinte de l'objectif spécifique ci-après : **Fournir les données et informations fiables et à temps à la société civile et aux médias pour remplir leur rôle d'information des citoyens et de faire le plaidoyer pour la transparence de l'Etat**, lesquels a consisté en deux objectifs opérationnels ci-après:

- Une plateforme en ligne est opérationnelle avec des informations mises à jour sur la réponse à la COVID-19 notamment les décisions (sanitaires, réglementaires, économiques, politiques) prises, les mises à jour sur les progrès au Sénégal, les mises à jour de l'OMS, la gestion du fonds COVID19, les analyses sur la transparence et la redevabilité dans la réponse et d'autres données nécessaires pour éclairer les acteurs et les citoyens.

Cet objectif a été atteint : <https://a19accessinfocovid19.org/>

- Les OSC participant au Comité PGO et les médias (y compris Dakar et en région) utilisent la plateforme pour produire des informations fiables de qualité pour contrer la désinformation et partager les ressources produites (plaidoyer, informations/articles de presse, analyse)

Cet objectif a été partiellement atteint en ce que la plateforme a été mise en place, s'alimente progressivement mais nécessitent davantage de promotion pour en faire une référence auprès d'un plus grand nombre d'utilisateurs. Notre plan de continuation des acquis du projet permettra d'y arriver.

Les retours reçus sur la plateforme de la part de différents acteurs auxquels elle a été présentée et/ou qui l'ont visitée nous permettent de renforcer notre conviction sur sa valeur ajoutée en faveur de l'engagement des acteurs des médias et de la société civile.

- Les OSC participant au Comité PGO harmonisent leurs analyses sur au moins 2 questions d'intérêt public à travers un communiqué de presse ou déclaration ou toute autre note de plaidoyer et d'information et communiquent régulièrement à travers leurs pages des réseaux sociaux pour garder les citoyens informés correctement sur la pandémie et la réponse des autorités.

Cet objectif a été complètement atteint. Outre la production de deux communications publiques, A19 est resté très actif dans le débat public sur la transparence et le PGO faisant avancer l'adoption du plan national. A19 a également assuré une communication régulière mettant en avant des opinions et des appels en faveur de l'ouverture dans la gouvernance, et ce à travers les réseaux sociaux, les médias traditionnels et les événements publics rassemblant autorités publiques, médias et acteurs du secteur privé et de la société civile. Ceci a permis de renforcer le plaidoyer et l'information citoyenne.

Le projet aura eu le mérite de bâtir la résilience de la société civile pour continuer son action autrement durant la pandémie. Il aura permis à la société civile de maintenir la pression sur l'autorité publique pour que l'agenda PGO ne soit pas remis au second plan durant la pandémie, faisant ainsi, en complément avec d'autres actions, progresser le processus d'un plan d'action national. Il aura aussi permis d'engager davantage les médias en les formant sur le processus PGO permettant leur intérêt sur la question dans une période où l'attention était portée sur la crise sanitaire. Enfin, la plateforme numérique malgré ses limites et l'attrait limité du public pour l'instant porte en elle la durabilité du projet dans la mesure où A19 entend continuer à l'alimenter et à la promouvoir auprès des acteurs dans le cadre de son plaidoyer pour la mise en œuvre du PAN récemment adopté par les acteurs et en attente d'institutionnalisation par arrêté ministériel ou décret présidentiel.

Veillez décrire les activités réalisées et les principaux résultats obtenus au cours de la mise en place du projet. La description doit comprendre le titre de l'activité, son lieu, la date, le contenu, et les sujets couverts, ainsi que le nombre et le type de participants.

Veillez fournir des données quantitatives et qualitatives. Les résultats correspondants doivent être joints en annexe. N'hésitez pas à ajouter autant de lignes que nécessaire.

Résultats

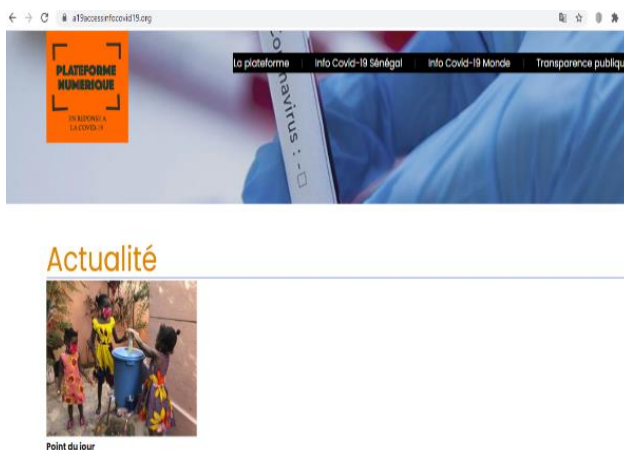
(basés sur le formulaire de soumission et le calendrier prévisionnel)

Activités :

(basées sur le formulaire de soumission et le calendrier prévisionnel)

Résultat 1.1: Une plateforme en ligne est opérationnelle avec des informations mises à jour sur la réponse à la COVID-19 notamment les décisions (sanitaires, réglementaires, économiques, politiques) prises, les mises à jour sur les progrès au Sénégal, les mises à jour de l'OMS, la gestion du fonds COVID19, les analyses sur la transparence et la redevabilité dans la réponse et d'autres données nécessaires pour éclairer les acteurs et les citoyens

Activité 1 : Mise en place et alimentation continue d'une plateforme en ligne pour partage des ressources et informations fiables sur la gestion de la COVID19



ARTICLE 19 a mis en place une plateforme numérique pour requérir et partager les informations sur les politiques de réponse à la COVID-19, l'évolution des tendances et d'autres ressources sur la

transparence et la redevabilité publique dans le cadre de gouvernement ouvert.

URL : <https://a19accessinfocovid19.org/>

La plateforme contient les principales rubriques ci-après et sera enrichie avec d'autres si besoin au fur et à mesure :

- A propos de la plateforme

	<ul style="list-style-type: none"> • Info Covid19 Sénégal incluant Ministère de la Santé, Règlements, Société civile, Médias, etc • Info Covid-19 Monde incluant CEDEAO, UA, OGP, OMS, NU • Transparence publique incluant OGP Sénégal, Anti-corruption, Accès à l'information.
<p>Résultat 1.2: Les OSC participant au Comité PGO et les médias (y compris Dakar et en région) utilisent la plateforme pour produire des informations fiables de qualité pour contrer la désinformation et partager les ressources produites (plaidoyer, informations/articles de presse, analyse)</p>	<p>Activité 2 : Tenue de 2 webinars (avec OSC et avec les Journalistes Médias) sur l'utilisation de la plateforme</p> <p>a) Tenue d'une session virtuelle par webinar avec les OSC et médias ciblés sur l'utilisation de la plateforme</p> <p>Cette activité s'est déroulée en trois étapes :</p> <p><i>1° Présentation de la plateforme numérique aux acteurs de la société civile.</i></p> <p>13 acteurs de la société civile, venant de 7 organisations et de 3 régions du Sénégal (Dakar, Kaoulak, Thies) ont pris part à une séance de présentation, validation et vulgarisation de la plateforme. Après en avoir pris connaissance et passé en revue sa structure, il en est ressorti ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de voir la plateforme continuer au-delà de la pandémie pour la calquer sur la transparence publique en général et y loger différentes informations de ce genre • Continuer à l'alimenter et la perfectionner au-delà du projet • La vulgariser suffisamment et pour les acteurs partager les ressources à y mettre • Mobiliser d'autres ressources pour y dédier un technicien qui collecte les documents, informations, les stocke et entretient la plateforme • Travailler à moyen terme sur l'attraction avec des images et autres supports <p>Les participants se sont globalement engagés à partager des données avec ARTICLE 19 pour nourrir la plateforme et la développer sur le moyen terme. Ils y ont vu aussi un canal pour refléter leurs positions en ligne par rapport à la gouvernance publique et aux mécanismes de transparence dans lesquels ils sont actifs.</p>

2° Dissémination de la plateforme via d'autres canaux publics et réseaux sociaux

A19 a également saisi l'opportunité des journées de planification des consultations nationales pour informer les parties prenantes, incluant la société civile, les médias, les acteurs sociaux et des autorités administratives locales sur la plateforme numérique. Bien que cette approche a ses limites, elle a néanmoins d'élargir le cercle de connaissance de la plateforme.

A19 a également utilisée les pages Facebook et twitter pour disséminer la plateforme auprès de ces followers.

3° Session de vulgarisation avec les médias

15 journalistes et bloggeurs ont participé à une journée d'échange et de vulgarisation qu'a tenue ARTICLE 19 en collaboration avec la Direction de la Bonne Gouvernance du Ministère de la Justice, en charge du PGO. Outre leur faire part de la plateforme numérique, l'opportunité a été donnée de sensibiliser les journalistes sur le processus PGO Sénégal et la marche en cours vers l'élaboration du plan d'action national (PAN) en vue d'avoir une plus grande participation des médias. A ce propos, les journalistes et bloggeurs ont reçu des informations sur quelques principes fondamentaux du PGO :

- Accroissement de la disponibilité des informations ;
- Encouragement de la participation citoyenne sans aucune forme de discrimination ;
- Instauration de normes d'intégrité professionnelle exemplaire dans l'ensemble des administrations et ;
- Amélioration de l'accès aux nouvelles technologies pour la promotion de la transparence et la responsabilité.

Les participants ont également pris connaissance de la feuille de route en cours pour l'élaboration du PAN. Les participants se sont dit satisfaits de l'atelier et noté pour la plupart que c'était la première fois qu'ils en apprenaient du PGO et ont exprimé leur disponibilité à s'engager dans le processus pour informer les citoyens et rendre redevables les acteurs. Toutefois, ils ont émis quelques réserves :

- Faible engagement des médias dans le processus par manque d'information et des moyens

- Risque que le processus se base sur les avis de l'élite et non des citoyens lambda étant donné que les médias et les structures communautaires qui devaient les mobiliser ne sont pas suffisamment engagés dans le processus
- Faible mise en œuvre des engagements décidés dans le PAN et manque des capacités des médias à assurer la transparence de cette mise en œuvre.
- Faible participation dans le processus d'élaboration du PAN

A19 a recueilli différents feedbacks des acteurs intéressés qui attestent de la valeur ajoutée de la plateforme numérique à leur travail ainsi que de la pertinence du projet. En voici deux plus ci-après :

« Cette plateforme est un outil important pour nous. Je recommande à ARTICLE 19 de travailler avec tous les acteurs pour que la plateforme reçoive toutes les ressources qui sont dans nos tiroirs et rangés sur les placards pour alimenter la plateforme. Il faudrait aller au-delà des ressources liées à la transparence dans la gestion de la pandémie. Chacun de nous doit aussi faire connaître la plateforme, mais soyez conscient qu'il faudra au moins une année pour que la plateforme ait suffisamment des visiteurs », a lancé un des participants.

« Je trouve l'outil très important pour le travail que nous faisons. Souvent on pense que les bonnes choses se font avec de grands projets et des budgets faramineux. Au moins avec ça, PAGOF vient de mettre la société civile engagée dans le PGO sur orbite. Il reste à nous d'alimenter la plateforme et de la faire connaître mais il faudra du temps, comme a dit le collègue. C'est vraiment un projet qui laisse un héritage. Ce n'est pas comme si on gaspillait les 5000 euros du projet dans un séminaire sans lendemain. Bravo A19 », a renchéri une autre participante.

Les acteurs se sont félicités de l'existence d'une telle plateforme et se sont dit disponibles à partager des informations au-delà du projet pour l'alimenter et de la vulgariser de leurs plateformes. Ceci reste un défi mais étant donné que nous restons engagés dans différents mécanismes de transparence publique, nous allons continuer d'utiliser cette opportunité pour faire vivre la plateforme, l'enrichir et davantage l'alimenter.

Résultat 1.3: Les OSC participant au Comité PGO harmonisent leurs analyses sur au moins 2 questions d'intérêt public à travers un communiqué de presse ou déclaration ou toute autre note de plaidoyer et d'information et communiquent régulièrement à travers leurs pages des réseaux sociaux pour garder les citoyens informés correctement sur la pandémie et la réponse des autorités publiques.

Le plus difficile a été de l'avoir et de la faire accepter par les acteurs.

En effet ARTICLE 19 est membre du Comité national –ITIIE et est point focal de la société civile du Comité national PGO et actif dans le réseau PCQVP, ce qui va faciliter le relationnel avec différents acteurs

b) *Publication de deux Communications conjointes d'information des citoyens et de plaidoyer sur des questions d'intérêt public en lien avec la réponse à la COVID-19.*

Avec l'aide du projet, 7 organisations de la société civile actives dans la promotion de la transparence publique, du gouvernement ouvert ont travaillé de concert au cours de la période de Janvier à Juin 2021 pour identifier les sujets d'intérêt public et harmoniser leurs positions.

La marche des processus PGO et ITIIE durant la pandémie ont retenu leur attention. Ces consultations ont été sanctionnées par un atelier mettant ensemble des acteurs venant des 4 régions du Sénégal : Thies, Kaoulak, Dakar le 10 juin 2021. L'atelier a permis de finaliser la revue de l'engagement de la société civile dans les deux mécanismes au cours de cette période de crise sanitaire : le PGO et l'ITIIE. A l'issue de leurs évaluations, les acteurs de la société civile ont rendu publiques deux déclarations mettant en lumière les points forts de leurs contributions et attirant l'attention sur des aspects à prendre en compte pour favoriser la bonne marche de la suite du PGO Sénégal, de l'ITIIE et des autres mécanismes de la transparence publique.



1°. En ce qui concerne leur engagement au sein du processus PGO, les membres de la société civile ont notamment constaté qu'il a permis :

- Le renforcement de la collaboration inclusive positive entre l'administration et la

société civile au sein du comité qui a boosté la reprise rapide des activités au sein du comité national

- L'adaptation rapide des contraintes liées à la pandémie notamment les restrictions des réunions et des voyages qui a permis d'opter dans un premier

temps pour des rencontres virtuelles avant de trouver un mécanisme associant le virtuel et le physique en prenant en compte le niveau de risque et le respect des mesures barrières

- Le déroulement des Consultations régionales dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action National (PAN) à travers les 13 régions du Sénégal pour recueillir les engagements des communautés, en dépit de la pandémie à travers des équipes conjointes Société civile-Gouvernement dans une collégialité et complémentarité parfaite autour des objectifs fixés
- L'approche participative incluant les représentants des communautés dans la stabilisation des 12 engagements pour le PAN, qui sont en cours de développement et de revue par les parties impliquées.
- La participation active de la société civile dans l'élaboration du PAN notamment la phase de finalisation du document d'engagements à l'issue des consultations, permettant ainsi de refléter les attentes populaires
- L'intersectorialité entre le PGO et d'autres mécanismes, notamment ITIE, l'évaluation par les pairs.

Déplorant quelques faiblesses notamment les ressources limitées pour la société civile et le peu de soutien à leurs projets par les PTF et l'Etat, le retard pris dans la formalisation normative du PGO ainsi que sa faible vulgarisation, les acteurs de la société civile ont appelé à :

- Faire connaître davantage le PGO au sein de la société civile, des médias et du public ;
- Accélérer la finalisation du plan d'action national PGO ainsi que sa publication et l'adoption des textes devant régir le fonctionnement du Comité National et d'un comité consultatif
- Vulgariser les engagements et sensibiliser les différentes institutions pour l'inclusion de la mise en œuvre des engagements dans leurs budgets et priorités d'action
- Amorcer la réflexion et les bases pour la pérennisation du mécanisme
- Impliquer davantage les communautés tout au long du processus
- Engager davantage les médias dans le processus surtout à l'étape de la mise en œuvre pour renforcer l'information du public et la redevabilité des acteurs.
- Sensibiliser les Partenaires financiers et techniques pour accompagner la société civile à mettre en œuvre les engagements notamment en soutenant des programmes société civile en lien avec la vulgarisation des engagements, le suivi de la mise en œuvre et le partage des compétences, la recherche et la documentation

2° En ce qui concerne la marche du processus ITIIE, après avoir harmonisé leurs opinions sur les acquis, apprécier les progrès et les défis, difficultés ou points d'attention, et les perspectives de l'implication de la société civile dans les

différents processus de transparence, les acteurs de la société civile se sont félicités des progrès ci-après :

- L'ouverture et l'appropriation du débat public par les citoyens autour des questions minières.
- L'élaboration de version simplifiée des rapports annuels de l'ITIE
- Une prise des décisions au sein du Groupe Multipartite sans l'ingérence des autorités
- L'intersectorialité qui existe entre les deux mécanismes (PGO et ITIE).
- L'effort dans l'enrichissement du cadre légal
- La publication des contrats dans le secteur extractif

Néanmoins, ils ont attiré sur la nécessité :

- d'impliquer davantage la société civile pour connaître les enjeux et contours pour migrer vers la télédéclaration
- de préparer la société civile au processus de validation du plan d'action national
- de prendre en compte davantage les questions liées genre
- d'avoir des agendas endogènes qui répondent davantage aux réalités nationales
- de faire participer les communautés locales au sein de l'ITIE
- de procéder au toilettage et à la mise en cohérence des différents textes normatifs
- d'assurer le suivi dans la publication des contrats
- de renforcer la légitimité institutionnelle pour porter le plaidoyer et les débats

Enfin, ils ont exprimé les points d'intérêt suivants :

- Encourager les autorités à verser des fonds d'appui pour accompagner les communautés locales
- Avoir une nomenclature spécifique dans le secteur extractif
- Adopter une loi sur l'Accès à l'information pour faciliter la collecte des données.
- S'impliquer davantage lors de la renégociation des conventions
- Prendre les mesures nécessaires, surtout en interne, pour préparer l'entrée en application télédéclaration.

c) Organiser un webinar à la fin du projet pour en mesurer avec les utilisateurs le bénéfice tiré de la plateforme et mettre en place un plan de continuation.

<p>La mise en œuvre a consisté en une session interne d'identification et d'analyse des leçons apprises et des expériences à capitaliser. Nous avons notamment relevé les leçons apprises à capitaliser dans notre engagement futur tel que repris en détail au point 4 de ce rapport. Pour éviter la répétition, nous en faisons l'économie ici.</p>

2. MODALITE DE GESTION DE PROJET

Recrutement du personnel : (Veuillez spécifier les fonctions, dates et noms des personnes)

Le projet n'a pas recruté de nouveau personnel. Il s'est appuyé sur l'expertise existante au sein de A19.

Acquisition de matériel ou location de matériel ou de locaux : N/A

Le projet n'a pas fait d'acquisition de matériel ni loué des locaux. Les activités en présentiel ont bénéficié gratuitement des salles de réunion de A19. D'autres ont été organisées conjointement avec d'autres actions pour bénéficier des locaux. Ceci a permis de rationaliser l'engagement du budget à volume réduit pour optimiser son rendement dans l'engagement de la société civile et des médias.

Services sous-traités : (veuillez décrire le type de service, la durée, etc.)

Nous avons eu recours à un prestataire de service externe qui a travaillé avec l'IT Officer Maison pour la mise en place de la plateforme numérique mieux élucidée ci-haut. La prestation de service a pris 6 mois mais il ne s'est pas s'agi d'une prestation au jour le jour.

Partenaires mobilisés pendant la mise en œuvre : liens et synergies que vous avez mis en place avec d'autres actions / acteurs. Veuillez indiquer le nom des acteurs / institutions, le cadre du partenariat et votre évaluation du partenariat.

Le projet a été mis en œuvre en s'appuyant et en renforçant des synergies existantes au niveau national, voire à l'échelle régionale et internationale.

Jusqu'à-là, les médias étaient presque exclus du processus PGO, du moins en ce qui concerne les projets de la société civile. Bien que de temps en temps, ils servent d'espace de communication pour la société civile, il n'y avait pas encore eu d'opportunité pour les OSC d'engager pleinement les médias dans leur plaidoyer. Ce projet a permis d'amorcer le pas vers cela. La journée d'échange avec les journalistes sur le PGO et la plateforme a été une opportunité pour lancer les bases d'une synergie avec les médias.

Même si plusieurs ONG se retrouvent ensemble au sein du comité national PGO, il n'existait de cadre pour elles pour se concerter, harmoniser leurs vues et pousser l'action publique quand ça coïncide. Cela s'est aggravé durant la pandémie où chaque acteur s'est replié sur lui-même luttant davantage pour sa survie que pour le réseautage non payant. Ce projet a permis de consolider la synergie entre OSC engagés dans le PGO. 6 à 7 organisations ont ainsi reçu l'opportunité de renforcer leur synergie, allant jusqu'à sortir des communications conjointes sur des sujets d'intérêt public.

Les consultations et la rencontre des OSC pour passer en revue leur engagement dans deux principaux mécanismes pendant la crise sanitaire à savoir le PGO et l'ITIIE ont fortement contribué à renforcer cette synergie qui s'est traduite par la publication de deux déclarations conjointes qui ont mis en lumière les points forts de la contribution des OSC à ces deux mécanismes et ont servi d'espace pour contributions et attirer l'attention des autorités sur des aspects à prendre en compte pour favoriser la bonne marche de la suite du PGO Sénégal, de l'ITIIE et des autres mécanismes de la transparence publique. La participation à des rencontres internationales virtuelles :

- ARTICLE 19 a activement participé au [Webinaire "PAGOF : Gouvernement Ouvert et Covid 19 en Afrique francophone](#) le 1^{er} décembre 2020 et s'est enrichie des expériences de différents pays pour nourrir son rôle de co-lead du comité PGO Sénégal dans cette phase critique de co-création.

- Participation à deux ateliers en ligne sur *le « Informed Participation methodology and how it can be applied to the co-creation process »* organisés par le PGO à l'intention des acteurs des PGO Pays
- ARTICLE 19 a également pris part à la session de l'OGP notamment sur « *Strategies for Online co-creation activities* ». La session était un espace pour les acteurs des pays de présenter les défis spécifiques rencontrés dans la conduite des activités de co-création en ligne et de recevoir les inputs des experts, des pairs d'autres pays et des membres du PGO pour soutenir. Il a été discuté la faisabilité dans des environnements où l'accès aux technologies est faible ou plutôt facile. A19 a eu l'opportunité de partager les contraintes et les adaptations au Sénégal combinant approche communautaire et virtuelle pour faire face aux contraintes et limites imposées par la technologie d'une part et le contexte de la pandémie de COVID-19 d'autre part. A19 a aussi fait cas de l'appui du PAGOF qui permet de renforcer l'engagement de la société civile et des médias.
- Poursuite de l'engagement auprès du Comité national PGO pour faire avancer l'agenda du PAN à travers des réunions avec les membres et les acteurs clés, des concertations qui ont abouti à :
 - Mettre en place une feuille de route pour les consultations nationales à travers les 14 régions administratives du Sénégal
 - Adopter les thèmes prioritaires
 - Former les membres du Comités sur les techniques de collecte des données lors des consultations régionales
 - Organiser les consultations dans 13 régions avec forte participation de la société civile. ARTICLE 19 a conduit les consultations citoyennes pour l'élaboration du Plan d'action national du PGO dans les régions de Matam et de Fatick.



Mamadou NDOYE Adjoint au Gouverneur de la Région de Matam, procède à l'ouverture de la séance



Dr. Sylla SOW, Chercheur Associé à ARTICLE 19 et membre du Groupe de Travail PGO Sénégal facilite l'identification des défis après assemblage

- Elaborer le rapport des consultations
- Dégager les engagements majeurs recommandés

De manière générale, le projet a permis de maintenir et/ou renforcer la synergie avec différentes institutions notamment :

- Le Ministère de la Justice en charge de la Bonne Gouvernance
- L'ITIIE et son comité
- MDTF/OGP
- Le PGO Maroc
- Les Médias au Sénégal et dans une dizaine des pays en Afrique de l'Ouest
- Une dizaine d'OSC au Sénégal, au Nigéria et ailleurs (certainement impliquées dans le projet au Sénégal, ou dans les activités de plaidoyer à l'échelle de la région notamment à l'occasion de la journée internationale pour l'accès à l'information)
- Le Secteur privé à travers ITIIE

- Etc

Eléments spécifiques apportant une valeur ajoutée : tels que les aspects de développement durable, la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'égalité des chances, les besoins des personnes handicapées, etc.

Nous pouvons surtout citer :

- Le fait d'embarquer les médias dans la dynamique
- Le fait de faciliter à la société civile de parler d'une seule voix sur des questions d'intérêt public (voire les deux communications)
- Le fait d'avoir permis à des OSC de continuer à jouer leur rôle dans la promotion du PGO au Sénégal. Avec le fonds, A19 qui assure le co-lead du comité national PGO a été à mesure de maintenir une position pro-active auprès du co-lead gouvernemental et des autres parties prenantes pour la crise sanitaire ne soit un obstacle infranchissable à la poursuite dans l'agenda PGO Sénégal. Avec le co-lead le format des réunions du comité a été adapté et de ces réunions le format pour les autres étapes en faveur de l'adoption du PAN a été adopté. Le processus de consultation ralenti par l'avènement de la crise a été déclenché et un PAN validé par la partie prenante.
- Dans les différentes activités le requérant, A19 a veillé à la représentation des femmes et des jeunes, à égalité des chances bien que leurs représentations dans les différentes organisations impliquées ne permettent pas d'avoir nécessairement les mêmes proportions.

3. CONTRAINTES/DIFFICULTES/DEFIS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROJET

Expliquez les principales contraintes, difficultés ou défis qui ont affecté la mise en œuvre du projet.

Nous avons rencontré quelques difficultés pour lesquelles nous avons constamment cherché des solutions tel que nous l'avons rapporté dans les rapports d'étape :

En plus des difficultés rapportées dans le rapport précédent auxquelles certaines solutions sont trouvées comme le prolongement de la période du projet, nous avons fait face aux défis ci-après :

- Le projet a connu un certain retard dans son démarrage lié au contexte en cours notamment les des restrictions liées à la pandémie de coronavirus avec les différentes vagues observées, incluant le télétravail, les formalités contractuelles, la mobilisation des acteurs, la méfiance pour les activités en ligne. Pour ces raisons, certaines activités ont été le plus souvent reportées. Cela a eu une incidence sur la durée du projet. La solution a été de maintenir les acteurs mobilisés, communiquer avec le PAGOF et étendre conjointement la durée du programme. Par endroit, nous avons aussi adapté le format virtuel en format présentiel tout en veillant aux mesures barrières en optant pour un nombre réduit dans des espaces larges, en rendant disponibles les masques et les désinfectants et tous autres mesures recommandées.
- Les attentes des acteurs ont été plus nombreuses que le projet ne pouvait apporter des solutions. C'est le cas de demandes en formation, de besoin d'impliquer des acteurs dans les régions, le soutien aux médias, etc. Tout en restant flexibles sur le format et des contenus adaptés, nous sommes restés dans la ligne du projet et assurer une communication transparente avec les acteurs sur nos limites par rapport à ces attentes.
- La mise en place de la plateforme numérique a pris davantage de temps que nous l'avons estimé notamment à cause des agendas chargés des prestataires trop sollicités et privilégiant des grandes offres. L'alimenter ainsi que sa consultation sont relativement lents mais nous sommes confiants qu'en tant qu'héritage du projet, notre travail au quotidien nous permet de la faire rayonner dans le cadre de l'accès à l'information et du plaidoyer pour la transparence publique
- Il est impossible de dissocier ce projet des initiatives PGO en cours. Bien que cela paraisse comme une difficulté, nous l'avons constamment exploitée en tant qu'opportunité pour renforcer l'engagement des médias et de la société civile et notre réponse dans différentes initiatives en cours.

- Les ressources limitées et clairement orientées ne permettent pas souvent la flexibilité nécessaire pour notre réponse. Il est plus simple dans ce contexte de ranger les engagements budgétaires sous une seule ligne budgétaire en vue de rendre notre action encore plus opérationnelle. Par ailleurs, elles ne peuvent tout simplement répondre aux attentes et contraintes encore plus nombreuses. Par exemple, il est impossible de soutenir financièrement les médias pour leur engagement constant, qui est pourtant nécessaire.
- Le système de reporting : le caractère focalisé de l'action a rendu souvent difficile le reporting période. Des retards ont été notés dans le reporting, y compris à la fin. Nous avons aussi eu quelques défis dans la mise à jour des données du deuxième trimestre 2021 sur notre système informatisé, ce qui a davantage retardé ce rapport. Nous en avons tiré pour leçon de bien discuter le plan de rapportage avec le donateur pour les microprojets. Des notes d'informations avec un rapport unique à la fin semblent mieux s'accommoder avec le projet. Nous aurions dû améliorer la communication avec PAGOF aussi sur ce point

4. SUCCES ET REALISATIONS

Veillez décrire les principaux succès et réalisations du projet durant la période couverte par ce rapport. Merci d'être aussi précis et concis que possible.

L'un des plus grands succès de ce projet est la mise en place de la plateforme digitale alimentée par des informations fiables et vérifiées sur la pandémie de la COVID 19. Les retours positifs des acteurs des médias et de la société civile qu'y ont accédé nous confortent sur l'utilité de la plateforme qui regorge de précieuses informations allant des décisions prises par le gouvernement pour faire face à la COVID 19, aux actions prises au niveau sous-régional et dans le monde face à cette pandémie. Le renforcement de la synergie des acteurs de la société civile sur la transparence par le projet est aussi à soulever, car elle a contribué à pousser la société civile à parler d'une seule et même voix pour pousser le gouvernement à aller au bout des engagements qu'il avait pris notamment sur le PGO. Bien que la mobilisation de la société civile dans le processus d'élaboration et d'adoption du Plan d'action national du PGO(PAN/PGO) ne faisait pas partie du projet PAGOF, il est important de souligner que les cadres d'échange et les formations organisées dans le cadre du projet PAGOF ont servi d'espace pour continuer de renforcer la mobilisation, et l'implication effective de la société civile et des médias dans le processus du Gouvernement ouvert.

Dans l'échange avec les médias, il est clairement apparu que les journalistes et les producteurs en savaient peu sur le PGO dans sa mission au niveau international et la marche du processus au Sénégal. Bien qu'une journée d'échange n'ait pas suffi pour fournir aux journalistes les connaissances et les outils nécessaires pour qu'ils s'engagent pleinement, les bases de la synergie avec la presse ont été lancées. Il va falloir bâtir pour cela et continuer à tenir les médias comme des acteurs clés de la société civile dans les phases suivantes du PGO Sénégal.

Qu'est-ce que votre organisation / autres acteurs impliqués dans l'action ont appris de l'action et comment cette expérience a-t-elle été utilisée et diffusée.

Comme indiqué plus haut, nous avons relevé entre autres les leçons ci-après :

- L'engouement manifesté par les acteurs de la société civile et des médias vis-à-vis de la plateforme nous a permis de renforcer nos convictions sur le besoin des informations fiables par les acteurs de la société civile et la nécessité de créer un cadre/espace pour rendre accessibles des informations qui ne risquent pas de renforcer la désinformation. En effet, les médias et les journalistes en particulier, de même que la société civile, font face aux défis de manque d'accès à des informations pour pouvoir analyser les défis que la COVID19 a fait naître ou renforcé. La plateforme numérique accessible

aux médias et à la société civile est une réponse à cela. Toutefois, elle demande davantage de temps et des ressources pour son alimentation, sa vulgarisation et sa consultation par davantage d'acteurs. Il est fort clair, qu'au-delà du projet, il va falloir une approche pour en faire un instrument d'accès à l'information dans le cadre de notre plan interne de communication et du plaidoyer pour la transparence en cours. Cela se pose avec acuité au regard de l'avancée notée par le PGO Sénégal et où il va falloir accroître le partage d'information pour non seulement informer les citoyens et les acteurs mais également accroître la redevabilité. Nous avons pris conscience de cela et inscrivons la plateforme numérique dans la continuité de notre programme Transparence et notre engagement pour le PGO Sénégal. Il est également important de mobiliser des ressources additionnelles pour faire de la plateforme le point de convergence des informations et des acteurs et développer d'autres activités de partage des connaissances, de renforcement des capacités et d'analyse-recherche autour d'elle. Nous avons pris conscience de cela et inscrivons la plateforme numérique dans la continuité de notre programme Transparence et notre engagement pour le PGO Sénégal. Nous savons ainsi capitaliser cet acquis et relever le défi noté grâce à l'encrage de l'outil dans notre programme et nos partenariats actuels et futurs.

- Le PGO est un mécanisme plus ou moins récent, notamment au Sénégal, et très peu d'OSC et des médias s'y intéressent. Et pour celles qui s'y intéressent, les problématiques et les enjeux sont souvent complexes à comprendre. Grâce au projet, les capacités des acteurs ont pu être renforcées, ce qui a contribué à un plus grand engagement de leur part dans le projet et dans les autres processus en faveur de la transparence. La mobilisation et la synergie construite pour la publication de deux communications sont des exemples patents ; ainsi en est-il de l'engagement des OSC dans les consultations et les actions pour la validation du PAN.

- Le projet d'apparence petit a été complexe dans sa mise en œuvre pour plusieurs facteurs liés généralement aux contraintes de travail imposées par la crise sanitaire. Initialement nous avons sous-estimé le temps nécessaire, la complexité de mobiliser les acteurs pour des projets qui ne transfèrent pas de ressources, les limites du télétravail. Cela a été la cause des rallonges inévitables des délais de mise en œuvre du projet. Bien qu'ayant engendré des coûts supplémentaires et certains dépassements, ARTICLE 19 a usé de son intérêt pour le projet et l'a inscrit dans le cadre de sa stratégie globale de volet transparence de son programme, permettant ainsi de couvrir par des moyens internes certaines charges nécessaires à la continuité du projet. Cela est également un gage de la pérennité dans la mesure où la réponse du projet trouve parfait encrage dans notre pilier programmatique « Transparence »

- L'apport du PAGOF à travers ce micro-projet a été positivement salué par les acteurs de la société civile. Cela a permis de voir que le PAGOF était un instrument/programme non seulement d'appui au gouvernement mais également sensible à l'engagement de la société civile. Il va falloir dans le cadre des programmes du PAGOF au Sénégal ou ailleurs d'envisager au-delà du soutien direct au Gouvernement des mécanismes de collaboration et de soutien technique et financier aux projets de la société civile visant à accroître son leadership et l'engagement citoyen dans le PGO, pour que les acteurs de la société civile soit moins dépendante des moyens de l'Etat pour demeurer actifs, constants, neutres et objectifs dans les différentes phases du processus, y compris leur participation au sein du comité national PGO.

- Comme d'autres secteurs, le PGO Sénégal a été ralenti dans leurs plans par la pandémie. Pourtant en travaillant ensemble Gouvernement et OSC, des pas ont été franchis vers un plan d'action national. Dans le cadre du soutien à sa mise en œuvre, à sa vulgarisation, la société civile doit rester fortement engagée, pro active et indépendante. Des ressources limitées ou inexistantes à sa disposition pourraient écorner cet élan. Il est important que dans le cadre des phases futures du PAGOF et des autres partenaires techniques et financiers, une composante de soutien à la société civile et aux médias soit clairement incluse dans l'orientation stratégique.

Comment évaluez-vous l'impact sur les bénéficiaires du projet et les changements réels apportés.

En plus de renforcer le travail existant, le projet a consolidé les liens OSC/médias nécessaires pour l'accès et la diffusion d'informations. Elle renforce aussi les capacités digitales des utilisateurs à l'heure du numérique. Le projet a contribué à intégrer que les crises quelles qu'elles soient et surtout sanitaire telles que la COVID19 qui a imposé des restrictions de rassemblement ne peuvent plus affecter le travail de la société civile et des médias pour faire avancer la redevabilité publique. Malgré ces restrictions, le travail de coordination et de recherche et de plaidoyer a pu se poursuivre. Le renforcement des capacités des acteurs des médias et de la société civile à l'utilisation de la plateforme numérique y a aussi contribué.

Au-delà des attentes, le projet en renforçant la vitalité de la société civile nous a permis de jouer un rôle vital dans l'avancement de l'agenda PGO durant la pandémie alors que le risque de se voir reléguer au second plan était réel compte tenu des restrictions. A l'instar des réunions du comité qui ont été suspendues pour de longs, les consultations prévues risquaient de ne plus avoir des lendemains. Grâce au projet, A19 a su mobiliser les autres acteurs pour reprendre les réunions dans un format adapté, et cette reprise a permis de discuter et adopter une approche pour les consultations. C'est durant cette phase difficile qu'un PAN a été validé par les acteurs à l'issue des consultations.

Les médias ont fortement apprécié l'apport du projet en ce qu'il leur a permis de se mettre au courant du processus PGO et de progressivement s'embarquer dans la dynamique.

Comme noté au point 2 ci-haut, permettre à la société civile de parler d'une voix sur des sujets d'intérêt public était d'une grande valeur ajoutée et l'approche devrait se poursuivre au cours de la mise en œuvre du PAN validé, où le rôle sentinelle des médias et de la société civile sera encore de grande importance.

5. COUVERTURE MEDIATIQUE

Veillez lister toute couverture médiatique des activités du projet (journaux, TV, radio, pages internet, etc.) ainsi que la date de publication ou de diffusion, et les sites concernés. Montrez comment, dans la mise en œuvre des activités, les obligations de l'UE en matière de visibilité ont été respectées.

Comme indiqué dans les rapports précédents, la visibilité de l'action fait partie intégrante de notre communication institutionnelle et technique. Dans toutes les activités et forums ci-haut ainsi que dans les communications avec ses partenaires et interlocuteurs, ARTICLE 19 a constamment fait cas du soutien du projet PAGOF financé par AFD et mis en œuvre par CFI et France Expertise. Lors de différentes formations/sessions/réunions, les participants ont été informés du soutien du PAGOF.

Les médias ont largement rapporté l'action soutenue par le PAGOF à travers les journalistes formés. L'action est fortement connue par la société civile ainsi les acteurs gouvernement du PGO étant donné que nous avons plusieurs fois fait cas lors des rencontres publiques et dans les rencontres de routine.

Nous avons également utilisé les réseaux sociaux Twitter et Facebook en particulier pour la visibilité de certaines actions du projet. La plateforme numérique fait aussi cas de l'origine des fonds.

6. DOCUMENTS, MATERIEL, PUBLICATIONS

Veillez indiquer tous les documents, matériels et publications produits par le projet jusqu'à présent, et les inclure en annexe de ce rapport.

URL : <https://a19accessinfocovid19.org/>

<https://twitter.com/SyllaSow1/status/1186661793940287489?s=19>

<https://www.facebook.com/560261694007231/posts/3035465573153485/?sfnsn=mo>

<https://www.facebook.com/560261694007231/posts/3035465573153485/?sfnsn=mo>

https://www.eventbrite.fr/e/inscription-webinaire-pagof-gouvernement-ouvert-et-covid-19-en-afrique-francophone-128099126937?utm_source=eventbrite&utm_medium=email&utm_campaign=event_reminder&utm_term=eventname

ANNEXES